

propose de leur faire perdre leurs illusions, ce soir.

Dans la province d'Ontario, nous sommes prêts à rencontrer les bretteurs de l'opposition en champ clos, qu'ils viennent de Vancouver ou de n'importe quelle autre partie du Dominion. Dès qu'un homme public s'installe sur la tribune publique et affirme que le premier ministre a conspiré avec les banques autorisées du pays afin d'acculer à la faillite les caisses d'épargne du Manitoba on ne saurait laisser passer une telle accusation. Il peut se faire que la question intéresse surtout les honorables membres de la province du Manitoba, mais elle concerne également les représentants de l'Ontario.

Je citerai un exemple touchant les arguments que font valoir les honorables députés de la gauche. Je ne puis comprendre la mentalité d'un orateur public, qui, après avoir fait face à la foule intelligente que l'on rencontre aux réunions politiques dans nos régions rurales, croit qu'il pourra gagner du terrain en débitant les niaiseries et en essayant les coups de théâtre dont il fatigue la population ontarienne depuis six mois.

Il y a quelques jours, un honorable député d'en face est allé à Picton, où moi-même, je me trouvais deux jours plus tard; je constatai que les jeunes garçons de l'école supérieure parlaient de ce que cet honorable député avait dit lors de son passage à cet endroit. Un samedi après-midi, adressant la parole à un groupe de cultivateurs, il leur avait dit: "En face de cette salle, il y a aujourd'hui deux cents automobiles; n'eût été l'avènement de ce vilain parti tory avec sa politique de tarifs élevés, vous auriez pu acheter ces voitures \$500 moins cher, et vous auriez pu entendre sonner dans vos goussets les \$100,000 dont vous avez été dépouillés par le tarif du parti conservateur." Or, monsieur l'Orateur, j'imagine que la moitié de ces automobiles étaient des Fords. A l'état neuf, elles coûteraient \$650, de sorte que si on avait pu les acheter \$150, cela serait, certes, merveilleux. Je suppose également que, l'année dernière, on a acheté bien peu de voitures neuves et que la plupart des automobiles dont il s'agit avaient été achetées au cours des huit ou neuf années du régime King. Et cependant, on a cru pouvoir échauffer l'imagination des gens afin que, de retour chez eux, ils puissent dire: "M. un tel nous a dit aujourd'hui que, du fait de la politique de tarifs élevés du parti conservateur, nos automobiles ont coûté \$100,000 plus cher que nous n'aurions dû les payer.

Après cela, nous entendons des députés de la gauche parler des millionnaires qui font partie du cabinet. J'espère qu'ils sont tous millionnaires. La seule différence qui existe entre

[M. Spotton.]

eux et moi-même, c'est qu'ils en sont à leur deuxième million, alors que je n'en suis qu'à mon premier. Je sais que parmi les honorables députés d'en face il en est pour qui l'argent ne compte pas et qui, s'il leur arrivait d'hériter de \$150,000 d'une riche parente, n'auraient de repos qu'après avoir distribué cet héritage à d'autres. Si j'héritais d'une pareille somme, je ne m'en départirais pas avant quelques jours, ne serait-ce que pour le plaisir que procure la sensation de palper l'argent. Mais nous voyons des honorables députés d'en face qui, du haut des tribunes publiques de ma province, déclarent qu'un des premiers gestes des membres du cabinet Bennett fut d'augmenter leurs propres traitements de \$2,000 par année. Jusqu'à un certain point, ils disaient vrai, mais ce n'était que la moitié de la vérité, et la vérité à demi dissimulée est toujours la plus vil des mensonges. Croyez-vous, monsieur l'Orateur, que nous allons laisser passer cela inaperçu? J'ai cherché à m'abstenir de prendre la parole à la Chambre, sur l'avis de mon médecin, mais en entendant cette assertion, je me suis dit: "En voilà une au moins qu'il nous faudra démolir".

Le public de l'Ontario peut être certain que la plupart des déclarations de ces honorables députés sont de même nature. J'ai demandé un relevé à ce sujet, et sans entrer dans tous les détails, je parlerai d'abord de l'automobile de l'ancien premier ministre. Les honorables députés d'en face oublient de dire au public que, le jour où le gouvernement Bennett est entré en fonction, le ministre des Finances d'alors (M. Bennett) a promené son œil vigilant un peu partout, afin de voir où il y aurait moyen de comprimer la dépense. Il en est peut-être parmi nous qui ont déjà été voyageurs de commerce ou qui ont eu des voyageurs de commerce à leur emploi, et ils connaissent sans doute l'existence de ce petit calepin que l'on appelle le "bordereau de grappillage"; on voit d'ici les voyageurs occupés, le soir ou pendant le trajet d'une gare à l'autre, à y faire des calculs en vue de se faire un petit supplément pour la journée du dimanche. Or, en examinant l'état des frais de route de l'ancien cabinet, le ministre des Finances vit qu'il y avait moyen de pratiquer d'importantes économies de ce côté-là, et j'imagine qu'il s'est dit: "A présent, nous allons supprimer ces automobiles dispendieuses que des chauffeurs en livrée conduisent de Dan à Bersabée, tantôt avec des ministres, tantôt sans ces derniers, et nous ferons aussi d'importantes économies". Je ne sais rien des entretiens qui suivirent, mais toujours est-il qu'il fut décidé qu'au lieu de chauffeurs et d'une automobile, chaque ministre toucherait \$2,000 par année, et que dorénavant un ministre pourrait voyager à pied, en bicyclette, à dos